



## Conseil économique et social

Distr. générale  
20 avril 2018  
Français  
Original : anglais

---

### Session de 2018

27 juillet 2017-26 juillet 2018

Point 15 de l'ordre du jour

Coopération régionale

### **Résumé de l'Étude 2018 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique**

#### **Note du Secrétaire général**

Le Secrétaire général a l'honneur de vous faire tenir ci-joint un résumé de l'Étude 2018 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique.



## Résumé de l'Étude 2018 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique

[original : anglais, chinois, français et russe]

### Résumé

La croissance moyenne du produit intérieur brut de la région Asie-Pacifique continue d'augmenter régulièrement suite au raffermissement de la demande mondiale, tandis que l'inflation reste stable. Il faut avant tout veiller à ce que cette performance économique soit durable dans le temps, qu'elle profite à tout le monde et que les incidences sur l'environnement soient minimales. Toutefois, les risques financiers et les mesures commerciales protectionnistes pèsent sur les perspectives macroéconomiques à court terme, alors que subsistent les défis à moyen terme ci-après : relever le potentiel de croissance économique de la région et réduire durablement la pauvreté. En outre, si les progrès technologiques rapides laissent entrevoir d'immenses possibilités, ils posent également des problèmes considérables en termes de polarisation des emplois et d'inégalités de revenu et de patrimoine. La recherche par la Chine d'une croissance économique novatrice, inclusive et durable pourrait également avoir d'importantes répercussions régionales de par le commerce, l'investissement et d'autres facteurs.

Il est conseillé aux États membres de tirer le meilleur parti des conditions économiques favorables actuelles en vue de rendre la croissance économique plus résiliente, plus inclusive et plus durable.

Pour la mise en œuvre de plusieurs initiatives politiques nécessaires à la réalisation de ces objectifs, il faudra non seulement réorienter des ressources financières existantes, tant du secteur public que du secteur privé, vers le développement durable, mais aussi disposer de moyens financiers supplémentaires. L'Étude 2018 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique examine les mesures que les gouvernements des pays de la région Asie-Pacifique pourraient prendre pour accroître les ressources financières publiques nationales et mobiliser des capitaux privés en vue d'améliorer les perspectives à long terme de leurs économies. En complément des analyses présentées dans les Études antérieures, elle contient, à titre d'illustration, des estimations des financements supplémentaires que les pays pourraient être en mesure de mobiliser à l'aide de mesures telles que la réforme de l'administration fiscale et des incitations fiscales, l'introduction de taxes sur le carbone, des emprunts souverains prudents sur les marchés financiers et l'instauration d'un environnement favorable aux partenariats public-privé.

La Commission pourra prendre note des principaux messages et conclusions de l'Étude de 2018 qui figurent dans le présent document. Elle est invitée à examiner les questions analysées, ainsi que les suggestions de politique générale, et à fournir au secrétariat des orientations pour ses travaux futurs sur la mobilisation du financement du développement afin d'améliorer les perspectives de parvenir à une croissance économique soutenue, inclusive et durable.

---

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	4
II. Performance et perspectives économiques . . . . .	6
III. Risques macroéconomiques et défis à moyen terme pour les perspectives économiques . . . . .	9
IV. Politiques économiques pour une croissance économique soutenue, inclusive et durable . . . . .	12
V. Obtenir des financements pour une croissance économique soutenue, inclusive et durable . . . . .	14
VI. Observations finales . . . . .	23

## I. Introduction

1. L'objectif de développement durable n° 8 prévoit la promotion d'une croissance économique soutenue, inclusive et durable. Ces trois aspects de la croissance économique correspondent aux trois dimensions du développement durable : la résilience économique, l'inclusion sociale et la durabilité de l'environnement. Le bien-être des sociétés augmente si des progrès sont réalisés sur ces trois plans. L'*Étude 2018 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique* analyse ces questions et examine les options politiques qui peuvent aider les pays à poursuivre efficacement ces objectifs.

2. Faisant fond sur les évaluations des *Études* précédentes – notamment sur la croissance inclusive (2015), la promotion de la productivité (2016) et le renforcement de la gouvernance et de la gestion budgétaire (2017) – l'*Étude* de 2018 traite de l'importance du financement du développement et examine comment les gouvernements des pays de l'Asie et du Pacifique pourraient accroître les ressources financières publiques nationales et mobiliser des capitaux privés pour améliorer les perspectives à long terme de leurs économies.

3. Selon cette évaluation, la croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) dans les pays en développement de la région Asie-Pacifique continue de s'améliorer régulièrement, alors que l'inflation reste stable. Cependant, les mesures commerciales protectionnistes et les risques financiers pèsent sur les perspectives macroéconomiques à court terme, tandis que divers problèmes se posent à moyen terme : une faible productivité et la création insuffisante d'emplois décents, dans le contexte des transitions démographiques et des nouvelles technologies. La réduction durable de la pauvreté, l'atténuation des inégalités et l'internalisation des coûts environnementaux et des risques climatiques sont d'autres défis auxquels la région est confrontée.

4. Au vu de ces difficultés, il est conseillé aux gouvernements, dans l'*Étude* de 2018, d'envisager les mesures de politique générale suivantes :

a) Les politiques monétaire et financière devraient veiller à assurer une transition sans heurts vers une reprise de l'inflation et un resserrement financier induits par une croissance mondiale plus forte, tout en s'attaquant aux risques systémiques du système financier à l'aide de mesures macroprudentielles appropriées. Ces dernières sont importantes compte tenu du niveau élevé de la dette privée et des prêts bancaires en difficulté qui limitent les possibilités d'investissements solides ;

b) La politique budgétaire devrait viser à soutenir les objectifs à moyen terme favorisant une croissance plus soutenue de la productivité et la réduction des inégalités au fur et à mesure que le besoin de mesures de relance à court terme diminue. Au-delà de l'allocation de ressources supplémentaires pour l'éducation, la santé, la protection sociale et les infrastructures, des progrès plus importants sont nécessaires pour rendre les dépenses plus efficaces et garantir l'égalité d'accès aux services publics. La fiscalité progressive pourrait contribuer à accroître la marge de manœuvre budgétaire ;

c) S'il existe des moyens d'améliorer l'efficacité des dépenses au niveau sectoriel, la bonne gouvernance constitue un facteur transversal. L'un des moyens par lesquels les gouvernements pourraient améliorer la gouvernance budgétaire est le recours à la technologie ; ainsi, les pays qui utilisent de manière proactive les outils de l'administration en ligne ont tendance à être plus performants en termes de perception de la corruption ;

d) Il y a lieu en parallèle d'encourager l'innovation et de faire en sorte que les avantages soient largement partagés. Les principaux pays innovateurs adoptent

une approche pangouvernementale et investissent dans les compétences et les infrastructures pertinentes, mais des efforts sont nécessaires pour qu'aucun pays ne soit laissé pour compte. La politique de la concurrence, la politique du marché du travail et la politique budgétaire devraient être calibrées de manière à soutenir l'innovation inclusive. Le revenu de base universel pourrait également être pris en considération ;

e) Sans une amélioration de la qualité de la croissance économique, la résilience économique sera également compromise. Les gouvernements devraient renforcer la protection sociale en tant que moyen stratégique de consolider la résilience et le dynamisme économiques, compte tenu notamment des transitions démographiques (risque de pénurie de main-d'œuvre qualifiée chez les jeunes et risque de pauvreté chez les personnes âgées) et des perturbations du marché du travail liées aux réformes et aux innovations technologiques ;

f) Dans le même temps, les gouvernements devraient intégrer les objectifs visant l'utilisation rationnelle des ressources dans les plans et budgets nationaux ainsi que dans les politiques sectorielles, et mettre en place des mesures juridiques et réglementaires appropriées pour faire respecter les normes et promouvoir la connaissance. La taxe sur le carbone et les systèmes d'échange de droits d'émission pourraient jouer un rôle crucial dans la transition vers une économie à faible émission de carbone et résiliente face aux changements climatiques.

5. Étant donné le caractère global du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le besoin d'accroître les investissements pour réaliser les objectifs de développement durable est considérable. C'est pourquoi l'*Étude* de 2018 examine comment les pays pourraient mobiliser le financement du développement en se concentrant sur trois domaines :

a) Renforcement des recettes fiscales, principalement par l'amélioration de l'administration fiscale, la rationalisation des incitations fiscales existantes et l'introduction de nouveaux instruments fiscaux : au moyen de divers exercices quantitatifs, l'*Étude* de 2018 démontre que l'impact potentiel de ces changements de politique sur les recettes fiscales est substantiel et que leur succès serait grandement amélioré par la coopération et l'intégration régionales ;

b) Emprunts souverains prudents sur les marchés financiers : l'analyse de la viabilité de la dette publique montre que de nombreuses économies de la région Asie-Pacifique pourraient se permettre une dette publique plus élevée, ce qui serait approprié dans la mesure où elle se concentre sur les biens et services publics qui améliorent l'offre dans l'économie et la rendent plus efficace, inclusive et durable ; pour que l'émission d'obligations publiques contribue davantage au renforcement des finances publiques, il importe de maintenir un cadre institutionnel efficace ;

c) Mobilisation de capitaux privés, principalement en se dotant d'un environnement politique favorisant les partenariats public-privé là où cela est possible, afin d'accroître les investissements dans les infrastructures durables.

6. Le document est structuré comme suit. La section II contient une évaluation actualisée de la performance et des perspectives économiques de la région Asie-Pacifique. La section III traite des risques macroéconomiques et des défis à moyen terme. Dans la section IV, les politiques nécessaires à une croissance économique soutenue, inclusive et durable sont analysées, tandis que, dans la section V, les aspects du financement du développement qui peuvent venir à l'appui des diverses options politiques sont examinés en détail. La section VI contient les observations finales.

## II. Performance et perspectives économiques

### A. Contexte mondial : une croissance plus forte et les problèmes connexes

7. En 2017, il y a eu une relance généralisée de l'industrie manufacturière, de l'investissement et du commerce au niveau mondial, ce qui s'est traduit par la croissance de la production la plus rapide en cinq ans. La reprise a été évidente aux États-Unis d'Amérique, dans la zone euro et au Japon, tandis que la Chine a continué d'afficher de bons résultats et que les principaux exportateurs de produits de base se sont progressivement redressés. On s'attend à ce que cette dynamique soit largement soutenue. La production mondiale devrait croître de 3 % en 2018 et de 3,1 % en 2019, soit un taux équivalent à celui de 2017, estimé à 3 %<sup>1</sup>. Les volumes du commerce mondial, qui rebondissent en 2017, ne devraient fléchir que légèrement au cours de la période considérée.

8. Cependant, cette reprise intervient après une longue période de faiblesse pour ce qui est des investissements et de la croissance de la productivité ; il faudra du temps pour la rattraper<sup>2</sup>. Cette reprise tardive, mais plus forte que prévu, s'accompagne de ses propres difficultés. L'anticipation d'une hausse plus rapide des taux d'intérêt pourrait déclencher la volatilité des marchés financiers, comme on l'a vu récemment. Les cours mondiaux du pétrole ont atteint 70 dollars le baril au début de l'année, contre 30 dollars le baril il y a deux ans. Bien qu'un certain assouplissement soit attendu, les grands importateurs de pétrole comme l'Inde pourraient être confrontés à une inflation plus élevée et à des déficits de la balance courante plus importants.

### B. Croissance économique : une reprise généralisée et des perspectives stables

9. Les pays en développement de la région Asie-Pacifique ont bénéficié du souffle de l'économie mondiale, avec une croissance estimée à 5,8 % en 2017, contre 5,4 % en 2016<sup>3</sup>. Environ deux tiers des pays de la région ont connu une croissance plus rapide en 2017. En Chine, la forte demande mondiale, la résilience de la consommation privée et les activités de services ont continué de stimuler la croissance économique, mais l'investissement s'est infléchi à la suite des mesures prises pour réduire la pollution et la surcapacité dans certaines industries. En Inde, l'introduction récente de la taxe sur les biens et les services ainsi que la faiblesse des bilans des entreprises et des banques ont entraîné une croissance économique modérée, mais des signes de reprise sont apparus au second semestre de l'année. La Fédération de Russie a renoué avec la croissance après deux ans de récession en raison de la hausse du prix du pétrole et d'une inflation et de conditions de crédit plus stables. Les pays les moins

---

<sup>1</sup> Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, *Global Economic Prospects: Broad-based Upturn, but for How Long?* (Washington, D.C., 2018). Disponible à l'adresse : [www.worldbank.org/en/publication/global-economic-prospects](http://www.worldbank.org/en/publication/global-economic-prospects).

<sup>2</sup> *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2018* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.18.II.C.2).

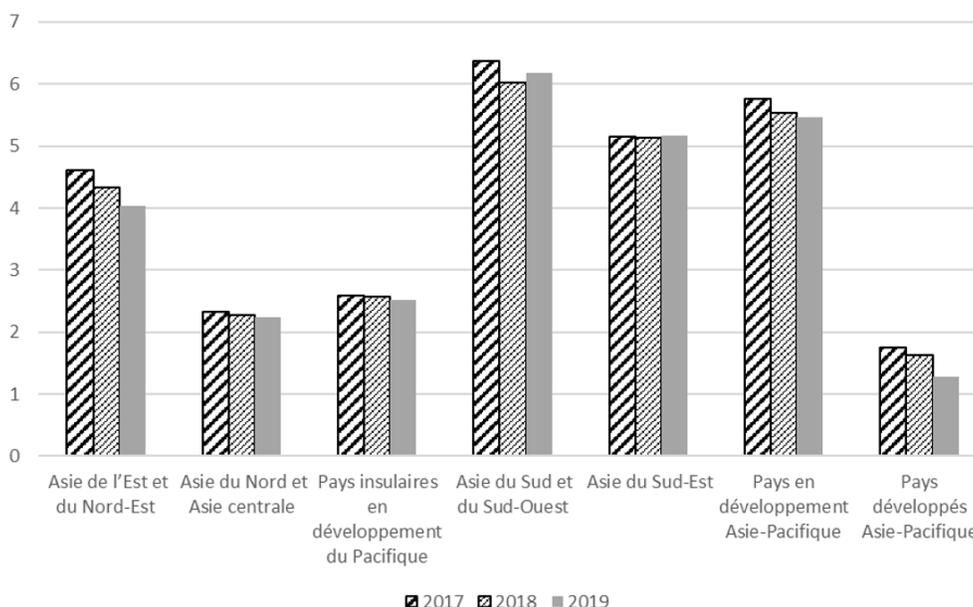
<sup>3</sup> Les taux de croissance globaux ont été calculés en utilisant le PIB de 2015 en dollars des États-Unis d'Amérique de 2010 comme coefficients de pondération, ce qui constitue un changement par rapport aux calculs précédents où l'on utilisait le PIB de 2010 aux prix de 2010. La mise à jour rend mieux compte de la structure actuelle des économies. Reflétant en grande partie l'augmentation du poids de la Chine, le changement de l'année de référence s'est traduit par une augmentation de la croissance globale d'environ 0,2 point de pourcentage par rapport à l'année de référence précédente.

avancés de la région ont connu une croissance de 6,8 %, la plus rapide en dix ans, soutenue par des flux commerciaux et des investissements plus importants, bien qu'ils restent vulnérables aux brusques variations des termes de l'échange et aux catastrophes naturelles et sont confrontés à des obstacles au niveau des compétences et des infrastructures<sup>4</sup>.

10. Les économies en développement de la région Asie-Pacifique devraient croître de 5,5 % tant en 2018 qu'en 2019, avec un léger infléchissement en Chine compensé par une reprise en Inde et des résultats stables dans le reste de la région. L'activité économique qui s'est récemment raffermie en Chine pourrait permettre aux autorités de poursuivre le désendettement et le rééquilibrage vers une économie axée sur les services et la consommation, ce qui donne à penser que la plus grande économie de la région pourrait connaître une croissance économique plus stable mais plus lente.

Figure I  
**Croissance économique de la région Asie-Pacifique**

(Variation en pourcentage d'une année sur l'autre)



Source : Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP).

Notes : Les données pour 2017 sont des estimations et les données pour 2018 et 2019 sont des prévisions. Les pays développés de la région Asie-Pacifique sont l'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande.

### C. L'inflation : toujours faible malgré une certaine remontée

11. À la suite de la hausse des cours mondiaux du pétrole et de la forte demande globale, l'inflation des prix à la consommation dans les pays en développement de l'Asie et du Pacifique devrait atteindre 3,5 % en 2018 et 2019, contre 3,2 % en 2017, cette accélération devant toucher environ 60 % des pays. En Chine, au Japon et en République de Corée, le redressement des prix à la production devrait contribuer à

<sup>4</sup> *Asia-Pacific Countries with Special Needs Development Report 2017: Investing in Infrastructure for an Inclusive and Sustainable Future* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.17.II.F.9).

une hausse de l'inflation des prix à la consommation. Toutefois, l'inflation a diminué en Asie du Nord et en Asie centrale, passant de 7,8 % en 2016 à 4,5 % en 2017, et devrait rester stable au cours de la période considérée.

12. Malgré une certaine remontée, l'inflation demeure à des niveaux historiquement bas. Outre les facteurs propres à chaque pays, tels que de bonnes récoltes et la stabilité des prix des denrées alimentaires, il existe un certain nombre de raisons plus générales qui sont liées aux produits de base, aux devises, aux capacités et à la technologie. Premièrement, malgré l'accord conclu entre les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et un groupe de pays non membres de l'OPEP pour réduire la production de pétrole, le prix du pétrole ne devrait pas augmenter davantage étant donné le coût réduit de l'extraction du schiste bitumineux aux États-Unis d'Amérique (où la production de pétrole a dépassé 10 millions de barils par jour pour la première fois en 48 ans) et la chute spectaculaire du prix des énergies renouvelables. Deuxièmement, l'appréciation de la monnaie dans plusieurs économies a atténué les pressions sur les prix grâce à des importations moins chères. Troisièmement, les économies peuvent encore opérer en deçà de leur potentiel, avec une capacité sous-utilisée qui se reflète dans une progression modérée des salaires réels et de l'emploi formel. Quatrièmement, les chaînes de valeur mondiales et le commerce électronique peuvent répondre à la demande à moindre coût, tandis que l'utilisation accrue de robots dans les processus de production exerce une pression à la baisse sur les salaires et les prix.

#### **D. Dynamique de la consommation, de l'investissement et du commerce : renforcer les moteurs de la croissance économique**

13. Du fait du pouvoir d'achat croissant dans la région et de la large confiance des consommateurs, la consommation privée intérieure a été le principal moteur de la croissance économique au cours des dernières années. Elle a bénéficié d'une faible inflation, de taux d'intérêt peu élevés et de conditions stables sur le marché du travail. La reprise des envois de fonds, en particulier en Asie du Nord et en Asie centrale, a également soutenu la consommation. Toutefois, une croissance économique induite par la consommation peut être fragile au fil du temps sans augmentation constante des salaires réels, soutenue par une hausse de la productivité. Une telle croissance peut entraîner une accumulation de dettes et une vulnérabilité financière. En outre, le bien-être de la société est tributaire de la croissance de la consommation dans toutes les couches sociales. Depuis les années 1990, la part de la consommation du quintile le plus élevé a augmenté tandis que celle des autres quintiles a diminué. Des données récentes révèlent également que dans près de la moitié des pays de la région, la consommation des 40 % les plus pauvres, déjà très faible, a augmenté à un rythme plus lent que la moyenne des ménages<sup>5</sup>.

14. Un investissement robuste est essentiel pour assurer une croissance soutenue des revenus, dont dépend en fin de compte la consommation. Toutefois, le rendement des investissements a été relativement faible ces dernières années en raison de l'incertitude accrue à l'échelle mondiale et de la faiblesse des bilans des entreprises et des banques. Ainsi, le simple abaissement des taux d'intérêt directs n'a pas suffi à relancer l'investissement. Au cours de l'année écoulée, il y a eu une reprise encourageante de l'investissement à la suite du raffermissement de la demande

<sup>5</sup> Banque mondiale, Base de données mondiale sur la prospérité partagée. Disponible à l'adresse : <http://www.worldbank.org/en/topic/poverty/brief/global-database-of-shared-prosperity> (site consulté le 12 mars 2018).

mondiale et du renforcement des échanges commerciaux. Les dépenses d'infrastructure publique ont contribué à l'investissement dans des pays comme l'Indonésie et le Pakistan.

15. Si les principaux indicateurs comme l'indice des directeurs d'achat et les décisions budgétaires nationales sont encourageants, une reprise durable de l'investissement pourrait être compromise par des mesures commerciales protectionnistes, des conditions financières plus strictes et les incertitudes concernant l'environnement juridique et réglementaire national. Les ralentissements de l'investissement associés aux problèmes de bilan tendent à être plus persistants et nécessitent un soutien de la part des pouvoirs publics. En outre, il convient de déterminer si l'investissement contribue efficacement au Programme 2030. En général, les retombées sociales, environnementales et économiques de l'investissement, y compris de l'investissement direct étranger (IDE), devraient être prises en compte.

16. Le commerce des pays en développement de la région Asie-Pacifique a connu une relance en 2017. Parmi les facteurs qui y ont contribué, on peut citer le renforcement de la demande en Chine et le rebondissement du commerce dans les secteurs électrique et électronique au niveau mondial, secteurs qui font largement appel aux réseaux de production régionaux. En 2018, la croissance du volume des exportations et des importations devrait se tasser pour s'établir respectivement à 3,5 % et 3 %<sup>6</sup>. La progression en 2017 a été mesurée par rapport à la faible performance de l'année précédente ; ainsi, un « effet de base » élevé se fera sentir. La modération de la croissance en Chine pourrait se refléter dans sa demande d'importation, en particulier de métaux et de produits connexes.

17. Le commerce a contribué à la croissance économique rapide de la région et à la réduction de la pauvreté ces dernières décennies, mais il a fait l'objet d'une attention accrue dans un contexte d'inégalité croissante des revenus et de patrimoine. Des mesures de libéralisation du commerce, menées dans une optique multilatérale, sont nécessaires. Cependant, le débat concernant les avantages du commerce se dilue lorsqu'il s'agit de faire face aux inégalités croissantes. Des efforts s'imposent également pour faire face aux répercussions sociales et environnementales du commerce, y compris des mesures nationales complémentaires pour aider les travailleurs et les entreprises touchés tout au long de la période de transition<sup>6</sup>.

### **III. Risques macroéconomiques et défis à moyen terme pour les perspectives économiques**

#### **A. Incertitude mondiale, protectionnisme commercial et risques financiers**

18. Une incertitude politique profonde continue d'assombrir les perspectives du commerce mondial, de migrations ordonnées et des objectifs climatiques, et peut retarder une reprise plus large de l'investissement et de la productivité à l'échelle mondiale<sup>2</sup>. S'agissant du commerce, le protectionnisme jette une ombre sur ses possibilités de redynamisation soutenue. Depuis la crise financière mondiale de 2008, le recours aux mesures commerciales restrictives a considérablement augmenté, y compris les mesures non tarifaires (qui sont moins transparentes et plus préjudiciables). La multiplication des barrières commerciales peut perturber les réseaux de production transfrontaliers, affecter les échanges et provoquer des mesures

<sup>6</sup> *Asia-Pacific Trade and Investment Report 2017: Channelling Trade and Investment into Sustainable Development* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.17.II.F.22).

de rétorsion. Même si les craintes d'une guerre commerciale ne se matérialisent pas, les incertitudes croissantes pourraient faire obstacle aux investissements à long terme et au commerce<sup>6</sup>.

19. À la suite de la récente reprise économique aux États-Unis d'Amérique et dans la zone euro, on ne peut exclure une hausse des taux d'intérêt plus rapide que prévu. Cela pourrait freiner les flux de capitaux vers la région Asie-Pacifique et entraîner une correction des prix des actifs et une volatilité des taux de change. L'une des principales causes de vulnérabilité financière est la dette privée élevée, qui ne cesse de croître, dans certaines économies, tant au niveau des entreprises, comme en Chine et en Inde, qu'au niveau des ménages, en particulier en Malaisie, en République de Corée et en Thaïlande. L'augmentation rapide de la dette privée peut affecter l'ensemble des systèmes financiers, comme lors de la crise financière asiatique<sup>7</sup>.

20. L'effet conjugué de l'affaiblissement du dollar des États-Unis d'Amérique et de la hausse du prix du pétrole au cours de l'année écoulée présente également des risques. Historiquement, ces deux facteurs se caractérisent par une relation inverse, puisque le pétrole est un produit libellé en dollars. Alors que la projection de base veut que le dollar se renforce et que la hausse du prix du pétrole s'atténue par rapport aux niveaux observés au début de 2018, leur évolution et leur impact net sont très incertains. La fermeté du dollar a des répercussions sur la compétitivité commerciale, mais aussi sur les prêts en dollars et la dette libellée en dollars. Le prix du pétrole a des retombées macroéconomiques, les effets pour les exportateurs et les importateurs de pétrole étant à peu près inverses<sup>8</sup>.

## B. Croissance économique potentielle, technologie et avenir du travail

21. À moyen terme, pour réduire durablement la pauvreté et améliorer le niveau de vie, on va devoir relever la croissance économique potentielle, qui tend à baisser dans plusieurs pays en raison du vieillissement de la population, du ralentissement de l'accumulation de capital et d'une croissance modeste de la productivité. En particulier, le taux de croissance potentielle en Chine a fortement chuté, passant d'environ 10 % pendant la période 2003-2007 à environ 7 % à 8 % durant la période 2013-2017<sup>9</sup>, et de nouvelles baisses sont prévues jusqu'en 2030<sup>10</sup>. La croissance potentielle a baissé en Inde au cours de la dernière décennie en raison d'un fort ralentissement de l'accumulation de capital ; les estimations récentes de sa croissance potentielle se situent dans une fourchette allant de 6 % à 8 %<sup>11</sup>.

22. On estime que d'ici à 2050 une personne sur quatre sera âgée de 60 ans ou plus dans la région. Entre autres conséquences, une telle transition démographique pourrait avoir un effet majeur sur la croissance économique à long terme. À mesure que le vieillissement de la population progresse alors que les revenus sont relativement bas dans les pays de la région, il faudra une plus forte augmentation de

<sup>7</sup> *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2017: Year-end Update (ST/ESCAP/2808)*.

<sup>8</sup> Pour l'évaluation des conséquences que pourrait avoir la hausse du prix du pétrole sur divers indicateurs macroéconomiques, voir le texte intégral de l'*Étude*.

<sup>9</sup> Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, *Global Economic Prospects*.

<sup>10</sup> Le Centre de recherche sur le développement du Conseil d'État chinois prévoit une croissance économique modérée de 4 % à 5 % d'ici à la période 2025-2030. L'*Étude* complète contient une analyse approfondie de la transformation économique de la Chine et de ses retombées pour d'autres pays de la région.

<sup>11</sup> Barendra Kumar Bhoi et Harendra Kumar Behera, « India's potential output revisited », *Journal of Quantitative Economics*, vol. 15, n° 1 (mars 2017), p. 101 à 120.

la productivité pour relever la croissance potentielle. Le gain de productivité dans les pays en développement de la région Asie-Pacifique a été modeste et a baissé de plus de moitié entre les périodes 2000-2007 et 2008-2014. Les facteurs qui y contribuent sont notamment les déficits de compétences et d'infrastructures, l'allocation inefficace des ressources et la faiblesse de l'innovation et de la diffusion technologiques. Pour y remédier, notamment une bonne gouvernance et des institutions efficaces s'imposent<sup>12</sup>.

23. Les progrès technologiques rapides, tout en offrant d'énormes possibilités, sont également sources de problèmes. Les nouvelles technologies, telles que l'impression tridimensionnelle, les mégadonnées, la robotisation des processus de production et l'intelligence artificielle, progressent rapidement et pourraient engendrer à l'avenir une croissance économique induite par la productivité<sup>13</sup>. De même, la technologie financière et le cybergouvernement sont des exemples de technologies qui pourraient contribuer au développement durable. Cependant, la technologie et l'innovation favorisent la main-d'œuvre qualifiée au détriment de la main-d'œuvre non qualifiée et privilégient le capital plutôt que le travail, contribuant ainsi aux inégalités de revenu et de patrimoine. Bien que les opinions divergent sur la question de savoir si les nouvelles technologies remplaceront la main-d'œuvre et entraîneront une pression à la baisse sur les salaires, il est probable que la polarisation de l'emploi augmentera quoi qu'il en soit. En outre, l'automatisation accrue dans les pays développés et en Chine pourrait réduire les possibilités d'industrialisation dans d'autres pays en développement et, partant, la capacité de créer des emplois décents.

### **C. Retombées de la transformation économique de la Chine pour l'Asie et le Pacifique**

24. La volonté de la Chine de s'assurer une croissance économique novatrice, inclusive et durable pourrait avoir d'importantes répercussions régionales par le commerce, l'investissement et d'autres voies. Si les réformes structurelles en cours dans ce pays sont couronnées de succès, la productivité globale des facteurs devrait dépasser la formation de capital pour devenir le principal moteur de la croissance, et le secteur des services représenterait 70 % du PIB d'ici à 2030, se rapprochant alors des niveaux actuels dans les économies développées. De tels changements modifieront la structure commerciale de la Chine.

25. À mesure que la Chine progresse dans la chaîne de valeur, des pays comme le Bangladesh et le Viet Nam pourraient bénéficier de plus grandes possibilités d'entreprendre la fabrication de produits à forte intensité de main-d'œuvre nécessitant peu de qualifications. Les exportateurs de technologie existants pourraient toutefois être confrontés à une concurrence accrue. Les exportateurs de produits de base pourraient également en ressentir les effets négatifs à court terme. Néanmoins, la croissance du marché intérieur chinois est de bon augure pour les partenaires commerciaux régionaux à moyen terme. Dans le même temps, les investissements extérieurs chinois dans la région n'ont cessé d'augmenter au cours de la dernière décennie. À l'avenir, la qualité ainsi que la quantité des investissements chinois seront importantes pour le développement économique des pays bénéficiaires et l'établissement de relations commerciales mutuellement bénéfiques.

<sup>12</sup> *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2017: Governance and Fiscal Management* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.17.II.F.8).

<sup>13</sup> Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee, *The Second Machine Age: Work, Progress, and Prosperity in a Time of Brilliant Technologies* (New York et Londres, W.W. Norton and Company, 2014).

## D. Pauvreté et inégalités

26. L'incidence relativement élevée de la pauvreté et l'accroissement des inégalités affectent négativement le dynamisme et les perspectives économiques de la région. Malgré la nette réduction de l'extrême pauvreté dans la région, sous l'impulsion de la Chine, l'incidence de la pauvreté reste relativement élevée dans plusieurs économies, en particulier en Asie du Sud et dans les pays les moins avancés. Dans toute la région, de larges franges de la population non pauvre restent exposées à un retour possible à la pauvreté ; elles pourraient être définies comme constituant une classe transitoire plutôt qu'une classe moyenne<sup>14</sup>.

27. En outre, des facteurs comme le progrès technologique, la mondialisation et les réformes axées sur le marché qui ont favorisé une croissance économique rapide contribuent aux inégalités de revenu et de patrimoine, ce qui n'est pas de bon augure pour le développement inclusif de la région. Le coefficient de Gini sur la répartition des revenus dans la région est passé de 32,7 pour la période 1990-1994 à 38,1 pour la période 2010-2014. Il existe également une grande inégalité des chances et de revenu entre les zones urbaines et rurales. Il est de plus en plus reconnu que des inégalités économiques élevées et croissantes sont préjudiciables pour une croissance économique soutenue.

## IV. Politiques économiques pour une croissance économique soutenue, inclusive et durable

### A. Politique monétaire et stabilité financière

28. En 2017, en raison de la stabilité de l'inflation, la plupart des pays de la région n'ont pas inversé les orientations expansionnistes de leur politique monétaire adoptées ces dernières années, et ont pour la plupart maintenu les taux directeurs inchangés, voire les ont encore réduits, comme dans le cas de la Fédération de Russie, de l'Inde, de l'Indonésie et du Viet Nam. Malgré la perspective d'une inflation globalement stable, cette tendance pourrait ne pas se poursuivre, compte tenu de la récente majoration du prix du pétrole, des risques encourus dans le secteur financier et des hausses plus rapides que prévu des taux d'intérêt aux États-Unis d'Amérique et dans la zone euro. Par conséquent, la montée progressive des taux d'intérêt, telle qu'intervenue récemment en Malaisie et au Pakistan, ne devrait pas être exclue.

29. Afin de soutenir la croissance économique sur de longues périodes, la politique monétaire a pour rôle fondamental de contribuer à la stabilité macroéconomique et financière. Les banques centrales pourraient intensifier leurs efforts de désendettement pour faire face aux risques financiers systémiques et accorder un rang de priorité élevé au renforcement des cadres macroprudentiels, de la régulation et de la supervision. Certains pays de la région ont pris des mesures pour freiner la croissance excessive du crédit, améliorer la qualité des actifs et resserrer les règles en matière de prêts hypothécaires. Ces mesures sont importantes compte tenu du niveau élevé de la dette privée et des prêts bancaires en difficulté qui limitent les investissements solides.

<sup>14</sup> *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2016: Nurturing Productivity for Inclusive Growth and Sustainable Development* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.16.II.F.10).

## **B. Politique budgétaire**

30. La politique budgétaire devrait viser une croissance de la productivité plus soutenue et la réduction des inégalités, alors que le besoin de mesures de relance à court terme diminue. Après s'être hissé à près de 3 % du PIB en 2016, le déficit budgétaire s'est stabilisé en 2017 et devrait se réduire au cours de la période considérée en raison d'une croissance économique plus forte. En outre, l'analyse de l'écart de viabilité budgétaire effectuée par la CESAP donne à penser que, dans le scénario de référence, les ratios de la dette publique se stabiliseront ou diminueront dans la plupart des pays. Si ces points sont encourageants, il importe d'accorder une plus grande attention à la composition et à la qualité des dépenses publiques. Les résultats obtenus dans les domaines de l'éducation et de la santé sont importants pour la productivité du travail, mais les dépenses d'éducation et de santé cumulées restent inférieures à 5 % du PIB dans des pays comme le Bangladesh, le Cambodge et le Pakistan. Il existe des exemples positifs dans la région. Plusieurs pays ont trouvé de nouvelles possibilités de marge de manœuvre budgétaire pour étendre la couverture et les prestations sociales, notamment en réaffectant une partie de leurs dépenses militaires ou en supprimant progressivement les subventions régressives dans le domaine de l'énergie.

31. Outre les réaffectations budgétaires, les gouvernements pourraient accroître l'efficacité des dépenses et assurer l'égalité d'accès aux services publics de base. Sans ces efforts, les dépenses supplémentaires engagées risquent de ne pas se traduire par des progrès tangibles. L'estimation de l'efficacité des dépenses publiques donne à penser que de nombreux pays disposent d'une marge de manœuvre suffisante pour s'améliorer. Ainsi, comparé à ses voisins régionaux, le Pakistan pourrait réduire ses dépenses publiques d'environ 33 % pour l'éducation et 17 % pour la santé afin d'atteindre le même niveau d'éducation et les mêmes résultats en matière de santé. De même, on estime qu'environ 30 % des gains escomptés des investissements publics sont perdus en raison d'inefficacités. S'il existe des moyens sectoriels d'améliorer l'efficacité des dépenses, il y a aussi des facteurs intersectoriels comme la bonne gouvernance. La technologie constitue l'un des moyens par lesquels les gouvernements pourraient améliorer la gouvernance en matière budgétaire ; par exemple, les pays qui utilisent de manière proactive les outils électroniques de l'administration en ligne ont tendance à obtenir de meilleurs résultats dans la perception de la corruption.

## **C. Réformes structurelles pour renforcer l'innovation et améliorer la qualité de la croissance**

32. Dans l'optique d'une meilleure productivité, une approche pangouvernementale s'imposera pour promouvoir le recours à la science, à la technologie et à l'innovation ainsi qu'aux investissements dans le but de s'assurer les compétences et les infrastructures voulues. Dans le même temps, les gouvernements peuvent envisager un large éventail de mesures redistributives pour atténuer les risques d'inégalités induites par la technologie et le chômage. L'infrastructure des technologies de l'information et de la communication est essentielle pour favoriser une croissance innovante et réduire la fracture numérique existante. Afin de développer les compétences de base nécessaires pour que les gens soient prêts et disposés à s'adapter aux changements rapides apportés par les nouvelles technologies, un plus grand nombre d'étudiants, en particulier d'étudiantes, devraient être encouragés à suivre des cours dans les domaines de la science, de la technologie, du génie et des mathématiques.

33. Dans le même temps, pour atténuer les effets négatifs potentiels sur la répartition des revenus, les gouvernements peuvent envisager l'impôt sur le revenu progressif et l'impôt sur le patrimoine. Une proposition plus radicale est celle du revenu de base universel, suivant laquelle chaque individu reçoit une subvention en espèces sans conditions. Un simple calcul donne à penser que le coût budgétaire du revenu de base universel (dont le but est de fournir 1,90 dollar par jour à la population en âge de travailler) dans la région Asie-Pacifique pourrait représenter en moyenne environ 14 % du PIB.

34. La résilience économique pâtira d'un manque d'amélioration de la croissance. Les gouvernements pourraient renforcer la protection sociale comme moyen stratégique d'accroître la résilience économique, compte tenu notamment des transitions démographiques (risque de déficit de compétences chez les jeunes, d'une part, et risque de pauvreté des personnes âgées, d'autre part) et des perturbations sur le marché du travail occasionnées par les réformes et les innovations technologiques. Dans le même temps, les gouvernements pourraient intégrer les objectifs visant l'utilisation rationnelle des ressources dans les plans et budgets nationaux ainsi que dans les politiques sectorielles, et mettre en place des mesures juridiques et réglementaires appropriées pour faire respecter les normes et promouvoir la sensibilisation. La taxe sur le carbone et les systèmes d'échange de droits d'émission pourraient jouer un rôle crucial dans la transition vers une économie à faible émission de carbone et résiliente face aux changements climatiques.

## V. Obtenir des financements pour une croissance économique soutenue, inclusive et durable

### A. Mesures envisageables pour mobiliser le financement du développement

35. La mise en œuvre de plusieurs mesures politiques, évoquées ci-dessus, nécessitera non seulement la réaffectation de ressources financières existantes, tant du secteur public que du secteur privé, vers le développement durable, mais aussi des moyens financiers supplémentaires. Selon une estimation récente, les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) ont besoin en moyenne de 1,4 billion de dollars supplémentaires par an, soit environ 11,5 % de leur PIB conjugué, au cours de la période 2015-2030 pour réaliser les objectifs du développement durable<sup>15</sup>. Pour l'ensemble des pays en développement du monde, on estime que ces besoins d'investissement supplémentaires atteignent 2,5 billions de dollars par an pendant la même période<sup>16</sup>. Pour les seules infrastructures, la CESAP a estimé que les besoins annuels d'investissement dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement de la région Asie-Pacifique représentent environ 10,5 % du PIB en moyenne au cours de la période 2016-2030<sup>17</sup>. Ces besoins dépassent de loin les dépenses d'infrastructure actuelles qui se situent entre 4 % et 7,5 % du PIB dans ces pays.

36. Si ces estimations sont toutes indicatives et ne sont généralement pas comparables, elles soulignent toutes la nécessité de stimuler considérablement les

<sup>15</sup> Guido Schmidt-Traub, « Investment needs to achieve the Sustainable Development Goals: understanding the billions and trillions », 12 novembre 2015. Disponible à l'adresse : [www.unsdsn.org/wp-content/uploads/2015/09/151112-SDG-Financing-Needs.pdf](http://www.unsdsn.org/wp-content/uploads/2015/09/151112-SDG-Financing-Needs.pdf).

<sup>16</sup> *Rapport sur l'investissement dans le monde 2014 : L'investissement au service des objectifs de développement durable : un plan d'action* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.14.II.D.1).

<sup>17</sup> *Asia-Pacific Countries with Special Needs Development Report 2017*.

investissements à l'avenir afin de rendre les économies résilientes, inclusives et durables. La bonne nouvelle est que des ressources financières et des économies importantes, principalement dans le secteur privé, sont disponibles dans la région Asie-Pacifique. Ainsi, la valeur cumulée des réserves internationales, de la capitalisation boursière des sociétés cotées et des actifs détenus par les institutions financières, les compagnies d'assurance et divers fonds dans les pays en développement de l'Asie et du Pacifique est estimée à environ 56,2 billions de dollars. Une partie de ces ressources du secteur privé pourrait être mobilisée en faveur du développement durable. Par exemple, l'*Étude* de 2018 montre qu'un contexte politique approprié pourrait étoffer l'investissement des investisseurs institutionnels dans des projets d'infrastructure à long terme. De même, les entreprises cotées et les banques commerciales pourraient soutenir directement l'inclusion sociale et la durabilité environnementale au moyen d'initiatives telles que l'investissement à impact et la responsabilité sociale des entreprises.

37. Les gouvernements devraient montrer la voie à suivre pour attirer les investissements nécessaires et faciliter la mobilisation de capitaux privés. Une stratégie à plusieurs volets devrait être envisagée : tout d'abord, il faudrait utiliser rationnellement les ressources budgétaires disponibles en veillant à gérer efficacement les dépenses, le but étant d'obtenir un impact sur le développement plus important pour le même montant de ressources budgétaires. L'amélioration de la gouvernance est la clef à cet égard. Deuxièmement, la marge de manœuvre budgétaire devrait être améliorée en s'efforçant de stimuler les revenus et les emprunts sur les marchés financiers de manière responsable. Troisièmement, il faudrait se référer aux objectifs de développement durable pour orienter les investissements privés futurs et déterminer les domaines dans lesquels il peut y avoir un apport de ressources publiques et la demande est susceptible d'augmenter. Quatrièmement, le financement public devrait servir de catalyseur pour attirer des ressources privées plutôt que de remplacer le financement privé ; la mise de fonds publics de départ ouvre la voie à des investissements privés supplémentaires. Cinquièmement, il faudrait établir des réglementations et des cadres institutionnels qui permettraient de déterminer les conditions applicables aux investissements privés. Sixièmement, de meilleurs indicateurs de risque systémique (risques associés à une mauvaise gouvernance, à la faiblesse de l'exécution des contrats et à la vulnérabilité à l'instabilité) devraient être conçus pour mesurer les progrès réalisés sur les plans économique, social et environnemental. Les politiques gouvernementales et les investissements publics, tels que ceux qui visent à améliorer le système judiciaire, à accroître la productivité de la population et à mettre en place une prévention efficace des catastrophes naturelles, réduisent les risques ; les pays en développement devraient en tenir compte lors de l'examen des investissements consentis pour leur développement.

38. S'appuyant sur les travaux antérieurs, l'*Étude* de 2018 se concentre sur trois domaines : a) le renforcement du recouvrement des recettes fiscales en améliorant l'administration fiscale et en élargissant l'assiette fiscale ; b) des emprunts souverains prudents sur les marchés financiers ; et c) la mobilisation efficace de capitaux privés, notamment en améliorant le cadre politique appliqué aux partenariats public-privé et en multipliant les investissements du secteur privé en faveur du développement durable. Ces trois domaines sont traités plus en détail ci-dessous.

## **B. Renforcement du recouvrement des recettes fiscales**

39. Les *Études* récentes ont mis en lumière la nécessité pour les gouvernements de maîtriser les stratégies de croissance économique de leur pays. Une situation budgétaire bien équilibrée est primordiale pour y parvenir. Par exemple, dans l'*Étude* de 2014, on a estimé le potentiel fiscal des économies de l'Asie et du Pacifique en

fonction de la structure économique de chaque pays. Les niveaux effectifs de recouvrement de l'impôt se sont révélés inférieurs aux niveaux potentiels dans 17 pays disposant de données. Parmi les autres recommandations du rapport, il a été souligné qu'il était nécessaire a) d'améliorer l'administration fiscale en rationalisant les procédures et en utilisant davantage les technologies de l'information et b) d'élargir l'assiette fiscale en rationalisant les exonérations fiscales existantes et en introduisant de nouvelles taxes. Dans ce contexte, l'analyse dans l'*Étude* de 2018 est élargie pour déterminer dans quelle mesure les politiques fiscales recommandées, si elles étaient mises en œuvre, aideraient à réduire l'écart constaté.

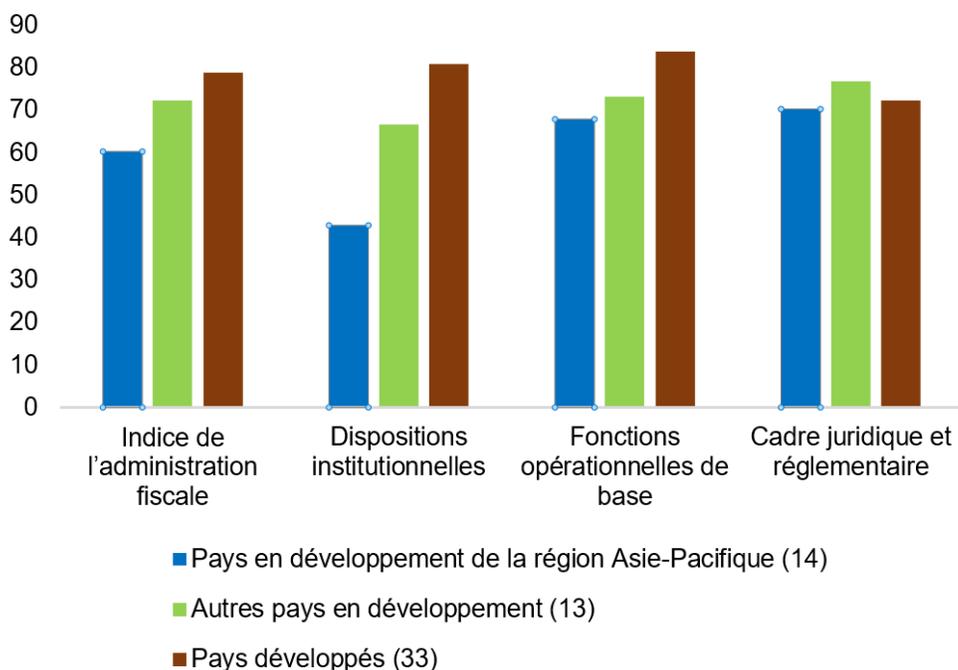
40. Une meilleure administration fiscale contribue à rendre plus efficace le recouvrement des recettes en réduisant l'évasion et la fraude fiscales, notamment en influant sur les contribuables pour qu'ils paient leurs impôts (civisme fiscal). Les documents sur la fiscalité optimale partent habituellement du principe que la capacité de mettre en œuvre des régimes fiscaux complexes, y compris les exonérations, existe et que le civisme fiscal n'est pas un problème. Toutefois, en réalité, ce n'est pas souvent le cas dans de nombreux pays en développement, comme en Asie du Sud et du Sud-Ouest. Les systèmes fiscaux doivent être simples, transparents, progressifs et rapides.

41. La qualité de l'administration fiscale dépend de facteurs tels que la structure institutionnelle des autorités fiscales ou le cadre juridique et réglementaire dans lequel elles opèrent. Des mesures comme l'adoption d'un mécanisme de contrôle de la conformité fondé sur le risque, la formation des fonctionnaires fiscaux et la consultation des parties concernées peuvent contribuer à améliorer l'administration fiscale. Parmi les indicateurs de bonne administration fiscale, on peut citer un faible ratio des coûts de recouvrement, un ratio élevé entre les recettes fiscales effectives et les objectifs fixés et la rapidité des services fiscaux. Outre des recettes fiscales plus élevées, une meilleure administration fiscale offre des avantages économiques tels que des écarts de productivité plus étroits entre les petites et les grandes entreprises, car les petites entreprises sont généralement confrontées à des coûts plus élevés pour se conformer à leurs obligations fiscales.

42. Dans l'*Étude* de 2018, un nouvel indice composite est proposé pour mesurer la mesure dans laquelle le cadre institutionnel et l'environnement politique permettent aux autorités fiscales de lutter contre l'évasion et la fraude fiscales, offrant ainsi la possibilité d'un meilleur recouvrement des recettes. L'indice de l'administration fiscale comprend trois sous-indices à pondération égale : a) les dispositions institutionnelles qui accordent aux autorités fiscales l'autonomie pour, entre autres, concevoir leur structure interne et exercer un pouvoir discrétionnaire sur les dépenses de fonctionnement ; b) les fonctions opérationnelles de base qui permettent de gérer les risques de non-respect des réglementations, comme le maintien d'une unité chargée des contribuables importants et l'utilisation des technologies de l'information ; et c) un cadre juridique et réglementaire permettant aux administrations fiscales d'obtenir des informations sur les retards fiscaux des contribuables et de promouvoir le développement du secteur privé. Le nouvel indice, qui est principalement établi sur la base d'informations provenant d'enquêtes auprès des autorités fiscales, est disponible pour 60 pays, dont 14 sont des pays en développement de la région Asie-Pacifique.

43. D'après l'indice de l'administration fiscale, l'administration fiscale des pays en développement de la région Asie-Pacifique semble de moins bonne qualité que celle des pays développés et des pays en développement d'autres régions du monde pour lesquels des données sont disponibles (figure II). La région accuse un retard dans les trois sous-indices dudit indice.

Figure II  
**Indice de l'administration fiscale dans les pays en développement  
 de la région Asie-Pacifique et au-delà**



Source : Analyse de la CESAP.

Note : Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre de pays pour lesquels des données sont disponibles.

44. Les pays dont l'administration fiscale est de meilleure qualité peuvent mieux recouvrer l'impôt. Comme expliqué dans l'*Étude* de 2018 à propos du niveau du ratio des recettes fiscales par rapport au PIB dans les différents pays, l'impact de l'indice de l'administration fiscale est jugé important. Une hausse d'un point de la valeur de l'indice correspond à une augmentation des recettes fiscales équivalant à 0,15 % du PIB. Si l'on part du principe que les valeurs de l'indice de l'administration fiscale dans les différents pays de l'Asie et du Pacifique correspondent au niveau moyen observé dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'impact potentiel sur les recettes pourrait atteindre 8 % du PIB dans des pays comme le Myanmar et le Tadjikistan, et environ 3 % à 4 % du PIB dans des pays plus grands comme la Chine, l'Inde et l'Indonésie.

45. Outre l'amélioration de l'administration fiscale, rationaliser les incitations fiscales existantes est un autre moyen d'améliorer les finances publiques. À cet égard, la plupart des pays de la région offrent divers types d'incitations fiscales pour attirer l'IDE. Dans certains pays, des incitations fiscales sont offertes pour compenser les déficiences infrastructurelles, la lourdeur du cadre réglementaire et le manque de stabilité politique. Dans d'autres cas, des incitations fiscales sont offertes du fait de la compétition entre les pays de la région soucieux d'offrir des avantages plus généreux aux investisseurs étrangers.

46. Dans l'*Étude* de 2018, on a évalué l'ampleur des dépenses fiscales par rapport aux incitations fiscales offertes pour l'IDE dans les pays en développement de l'Asie et du Pacifique. La perte de recettes correspond à la différence entre les montants

effectivement versés au titre de l'impôt et les obligations fiscales dans le cas hypothétique où il n'y aurait pas d'incitations fiscales à l'IDE, auquel cas le taux officiel d'imposition du revenu des sociétés est appliqué aux bénéficiaires. Bien que cette méthode ne tienne pas compte des changements que peuvent décider les entreprises en matière d'investissement en raison de modifications intervenues au niveau des incitations fiscales, l'estimation pourrait néanmoins indiquer l'ordre de grandeur des recettes fiscales disponibles si les gouvernements souhaitaient rationaliser les incitations fiscales à l'IDE. Sur la base des données financières de plus de 28 500 sociétés étrangères enregistrées dans neuf pays en développement de la région Asie-Pacifique, on estime à près de 16 milliards de dollars en 2014 le total des dépenses fiscales liées aux incitations à l'IDE<sup>18</sup>. Ces pays comptent parmi les principales destinations de l'IDE dans la région. Dans certains cas, la perte de recettes fiscales peut atteindre 0,3 % du PIB.

47. Dans l'*Étude* de 2018, il est précisé que, s'il est nécessaire de rationaliser les incitations fiscales à l'IDE, l'une des priorités est d'améliorer le climat d'investissement, par exemple en offrant un cadre réglementaire favorable aux entreprises et des infrastructures décentes. Au niveau régional, une plus grande coopération pourrait aider à éviter la compétition entre les pays désireux d'offrir les meilleurs avantages fiscaux en matière d'IDE.

48. S'agissant de l'élargissement de l'assiette fiscale, l'*Étude* de 2018 contient également une estimation du volume des recettes fiscales qu'une taxe sur le carbone pourrait générer. En considérant le niveau des émissions de carbone d'un pays, le taux de taxation des initiatives de tarification du carbone dans les pays en développement à travers le monde et la mesure dans laquelle l'introduction d'une taxe sur le carbone pourrait réduire les recettes fiscales provenant d'autres sources, l'*Étude* de 2018 montre que les recettes que l'on pourrait tirer d'une taxe sur le carbone dans la région sont importantes. Globalement, une taxe sur le carbone pourrait générer environ 43,3 milliards de dollars de recettes fiscales supplémentaires par an dans 38 pays en développement de la région Asie-Pacifique. En moyenne, on estime que l'augmentation des recettes fiscales totales équivaut à 0,16 % du PIB et passe à 0,21 % du PIB dans un groupe de pays à plus forte intensité d'émission de carbone, notamment la Mongolie, l'Ouzbékistan et le Turkménistan.

49. Lorsque l'introduction d'une taxe sur le carbone est envisagée, il se pose notamment le problème de son impact sur la répartition des revenus. Une taxe sur le carbone est généralement régressive, car les ménages les plus pauvres dépensent proportionnellement plus pour leur alimentation en électricité, dont le tarif peut augmenter avec une taxe sur le carbone. À cet égard, les gouvernements pourraient envisager de réduire les prélèvements fiscaux dans d'autres domaines pour compenser la hausse du prix de l'énergie. Ils pourraient également introduire à court terme une taxe sur le carbone neutre fiscalement en consacrant les recettes de la taxe sur le carbone à des projets visant à promouvoir le développement des technologies vertes.

### C. Emprunts souverains prudents sur les marchés financiers

50. Concilier le rôle de la politique budgétaire au service du développement et la viabilité budgétaire est une question qui fait débat. Si la viabilité de la dette publique doit être étroitement surveillée et maintenue, les gouvernements doivent également veiller à ce que la nécessité d'atteindre les résultats budgétaires visés et le respect des règles budgétaires préétablies ne se traduisent pas par la réduction des dépenses

<sup>18</sup> Les neuf pays en développement de la région Asie-Pacifique pris en compte dans l'analyse sont la Chine, la Fédération de Russie, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande, la Turquie et le Viet Nam.

consacrées aux objectifs de développement. L'*Étude* de 2018 cherche à déterminer si les pays de la région Asie-Pacifique pourraient recourir davantage aux emprunts publics sur les marchés financiers de manière prudente. En général, les gouvernements pourraient se permettre un niveau d'endettement plus élevé si les écarts de développement restent importants, si la dette publique est jugée viable et si les ressources budgétaires sont dépensées rationnellement.

51. Les données disponibles semblent indiquer que de nombreux pays de la région Asie-Pacifique peuvent se permettre d'augmenter la dette publique afin d'accroître les dépenses de développement. Les niveaux de la dette publique en 2022 devraient baisser par rapport à ceux de 2017 dans 11 des 24 pays en développement de la région Asie-Pacifique<sup>19</sup>. Pour ce groupe de pays, le niveau moyen de la dette est considéré comme modéré à 42,5 % du PIB en 2017 et devrait diminuer légèrement pour atteindre 42 % du PIB en 2022. En outre, selon une analyse récente de la viabilité de la dette publique, 22 des 41 pays en développement de la région Asie-Pacifique présentent un risque faible de surendettement, alors que le risque est élevé pour huit autres pays<sup>20</sup>.

52. Alors que de nombreux pays de la région Asie-Pacifique devraient être en mesure d'assurer la viabilité de leur dette publique en cas de chocs macroéconomiques défavorables, comme une croissance économique plus lente ou des taux d'intérêt plus élevés, la viabilité de la dette publique pourrait fléchir si les passifs éventuels étaient pris en compte. Par exemple, les pays du Pacifique sont très exposés aux catastrophes naturelles, ce qui a entraîné d'importantes pertes de production et la nécessité d'un appui budgétaire après une catastrophe. En outre, la vulnérabilité du secteur bancaire dans des pays comme la Chine et le Viet Nam peut avoir augmenté en raison de la croissance rapide du crédit intérieur et des ratios prêts/dépôts élevés des banques au cours des dernières années. Comme les actifs bancaires représentent au moins 200 % du PIB dans les deux pays, la constitution d'un passif éventuel au niveau bancaire pourrait éroder la viabilité de la dette publique. En Inde, un niveau élevé de prêts improductifs rend son secteur bancaire vulnérable aux chocs défavorables.

53. Une analyse présentée dans l'*Étude* de 2018 vise à expliquer pourquoi certains pays de la région Asie-Pacifique ont relativement mieux réussi que d'autres à émettre des obligations d'État, tant sur les marchés intérieurs qu'internationaux. Y sont examinés les facteurs qui influent sur la notation du risque souverain, tels que la croissance économique passée, la stabilité macroéconomique, la vulnérabilité des comptes extérieurs, la performance budgétaire, l'efficacité du gouvernement et la qualité du cadre juridique et réglementaire. Dans l'ensemble, les résultats révèlent que les pays qui ont été en mesure d'émettre des obligations d'État sont ceux dont l'en-cours de la dette est plus faible, dont le cadre réglementaire est meilleur et dont le compte courant est plus favorable.

<sup>19</sup> Fonds monétaire international (FMI), *Fiscal Monitor* (octobre 2017), IMF Data Mapper. Disponible à l'adresse :

<http://www.imf.org/en/publications/fm/issues/2017/10/05/fiscal-monitor-october-2017> [www.imf.org/external/datamapper/datasets/FM](http://www.imf.org/external/datamapper/datasets/FM) (site consulté le 12 mars 2018).

<sup>20</sup> Les huit pays présentant un risque élevé de surendettement sont l'Afghanistan, les Îles Marshall, Kiribati, les Maldives, la République démocratique populaire lao, le Samoa, Sri Lanka et les Tuvalu. Source : CESAP, compilation à partir de 41 rapports sur les consultations au titre de l'article IV du FMI sur les pays en développement de l'Asie et du Pacifique, publiés depuis 2016. Disponible à l'adresse : <http://www.imf.org/external/np/sec/aiv/index.aspx> [www.imf.org/external/np/sec/aiv/index.aspx](http://www.imf.org/external/np/sec/aiv/index.aspx) (site consulté le 12 mars 2018).

## D. Faire appel au financement privé

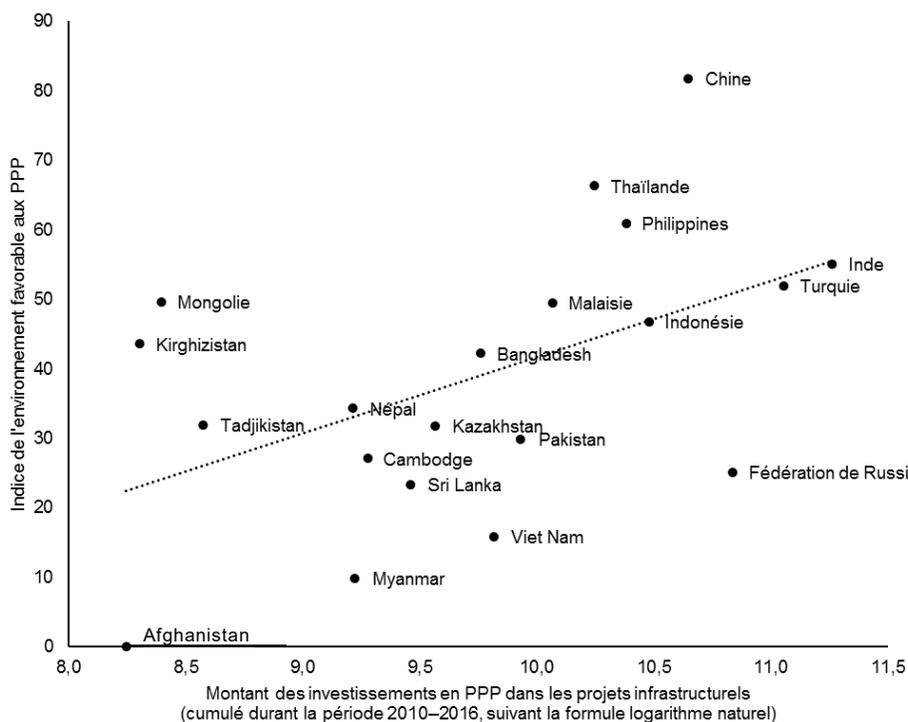
54. Il est peu probable que les ressources financières publiques soient suffisantes à elles seules pour mener à bien les politiques nécessaires pour rendre les économies résilientes, inclusives et durables. Il y a donc lieu d'utiliser efficacement les capitaux privés afin d'élargir la source de financement du développement. Les partenariats public-privé constituent l'une des options pour les projets d'infrastructure. Le secteur infrastructurel n'est pas seulement le domaine d'investissement qui souffre du plus grand déficit de financement, mais il offre aussi de grandes possibilités de participation des investisseurs privés, compte tenu des revenus qu'ils peuvent escompter en tirant régulièrement.

55. Le partenariat public-privé est un autre mécanisme qui permet de fournir l'infrastructure publique dont on a tant besoin. Il s'agit d'un accord contractuel entre un organisme public et une entité privée portant sur un projet à long terme visant à fournir un service public et une infrastructure. Les partenariats public-privé sont particulièrement utiles lorsque la marge de manœuvre budgétaire est réduite et/ou lorsque la capacité de l'État à réaliser de grands projets d'infrastructure est limitée. Même lorsque les ressources budgétaires sont disponibles et que les capacités de l'État sont suffisantes, les partenariats public-privé permettent de transférer certains risques liés à ces projets à des investisseurs privés. Il s'agit des risques macroéconomiques (comme les fluctuations des taux de change), des risques opérationnels (comme le coût de construction) et des risques concernant les revenus (comme le nombre d'utilisateurs).

56. La valeur des investissements infrastructurels réalisés dans le cadre de partenariats public-privé varie considérablement d'un pays de la région Asie-Pacifique à l'autre. En Inde, l'investissement total en faveur de projets d'infrastructure réalisés en partenariat public-privé au cours de la période 2010-2016 a été d'environ 183 milliards de dollars, suivi de 113 milliards de dollars en Turquie, de 69 milliards de dollars en Fédération de Russie et de 45 milliards de dollars en Chine. Par rapport à la taille de l'économie, les investissements infrastructurels dans le cadre de partenariats public-privé sont relativement importants dans des pays comme le Cambodge, les Maldives et la République démocratique populaire lao.

57. Dans l'*Étude* de 2018, un nouvel indice composite destiné à évaluer l'état de préparation d'un pays à recourir aux partenariats public-privé pour les projets d'infrastructure est proposé pour certains pays de la région Asie-Pacifique. L'indice de l'environnement favorable aux partenariats public-privé comprend cinq sous-indices : a) les dispositions institutionnelles pour les projets en partenariat public-privé ; b) les expériences passées en matière de partenariat public-privé ; c) la stabilité macroéconomique ; d) le développement des marchés financiers ; et e) le cadre juridique et réglementaire. Dans les pays où l'environnement est plus favorable, les projets d'infrastructure en partenariat public-privé ont tendance à offrir des rendements corrigés des risques plus élevés et sont plus viables sur le plan commercial. La figure III présente la relation positive entre la valeur du nouvel indice et le montant cumulé des investissements en partenariat public-privé dans les infrastructures des pays en développement de l'Asie et du Pacifique au cours de la période 2010-2016.

Figure III  
**Partenariats public-privé dans les projets d'infrastructure  
 et indice de l'environnement favorable aux partenariats public-privé**



Source : Analyse de la CESAP ; et Banque mondiale, base de données sur les indicateurs du développement dans le monde. Disponible à l'adresse : <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=World-Development-Indicators> (site consulté le 12 mars 2018).

Abréviation : PPP, partenariat public privé.

58. L'analyse montre qu'une augmentation d'une unité de la valeur de l'indice de l'environnement favorable aux partenariats public-privé correspond à une hausse de 5,1 % du montant des investissements infrastructurels consentis dans le cadre de partenariats public-privé. Parmi les cinq sous-indices, l'impact de la qualité du cadre juridique et réglementaire est le plus significatif. Les résultats indiquent également que le développement des marchés financiers ne contribue à stimuler l'investissement en partenariat public-privé que s'il s'accompagne de conditions macroéconomiques stables. S'agissant des dispositions institutionnelles pour les projets en partenariat public-privé, la qualité de la préparation des projets et les pratiques de passation des marchés sont particulièrement importantes.

59. Si des avantages importants peuvent en découler, les projets en partenariat public-privé devraient néanmoins être mis en œuvre avec soin. Il existe un risque accru de passifs éventuels, car les gouvernements peuvent être amenés à reprendre les projets qui ne sont pas exécutés par le partenaire privé. Une autre mise en garde concerne les frais d'utilisation potentiellement élevés des services infrastructurels.

60. Pour libérer le potentiel des partenariats public-privé et favoriser l'émission d'obligations souveraines, il y a lieu de développer davantage les marchés financiers en Asie et dans le Pacifique. Le développement des marchés financiers est une entreprise à long terme qui nécessite une action politique sur différents fronts, incluant par exemple : a) un cadre juridique efficace pour le processus d'émission ;

b) une base d'investisseurs importante ; c) un ensemble diversifié d'instruments et de services financiers ; d) des intermédiaires financiers bien informés ; et e) une infrastructure de marché porteuse, comme des agences de notation et des agences d'évaluation du prix des obligations. À titre d'illustration, l'*Étude* de 2018 analyse deux aspects : a) l'élargissement de la base d'investisseurs en renforçant le rôle des investisseurs institutionnels, tels que les fonds de pension et les compagnies d'assurance, pour investir davantage dans des instruments financiers liés aux infrastructures, tels que les obligations et les fonds infrastructurels ; et b) la diversification des instruments financiers en explorant le potentiel de la finance islamique. Une étude de cas sur les questions relatives au développement des marchés obligataires en monnaie locale dans la sous-région de l'Asie du Sud-Est est également présentée.

61. Le développement des marchés obligataires en monnaie locale est fondamental et peut être amélioré. Malgré la croissance récente, ces marchés en Asie du Sud-Est se caractérisent par leur petite taille, un nombre d'acteurs très réduit, une faible liquidité et des horizons relativement courts, ce qui ne favorise pas les investissements à long terme comme ceux requis pour les infrastructures durables. La multiplication des émissions d'obligations serait utile, car elle améliorerait la courbe de rendement et augmenterait l'efficacité du secteur financier en orientant l'épargne vers des investissements viables et durables. Pour développer les marchés obligataires en monnaie locale, les pays doivent savoir que le marché des obligations d'État précède souvent le marché des obligations de société : les acteurs du marché mettent lentement en place le cadre réglementaire, l'infrastructure et le savoir-faire nécessaires pour émettre et négocier les obligations d'État. Une fois que ces éléments sont en place, les sociétés peuvent émettre leurs obligations plus facilement. Les cadres juridiques et réglementaires peuvent également être améliorés, notamment en alignant les pratiques comptables et fiscales sur les pratiques internationales. En effet, la coopération internationale peut renforcer les marchés obligataires en monnaie locale en surmontant un obstacle majeur à leur développement : la petite taille de l'économie. En conséquence, le renforcement de la coopération et de l'intégration régionales est une option politique porteuse, comme en témoignent des initiatives telles que le Cadre d'émission d'obligations multidevises de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est plus la Chine, le Japon et la République de Corée (ASEAN+3).

62. Les progrès récents dans le domaine de la technologie financière offrent également d'énormes possibilités pour déterminer le rôle et l'impact de la finance sur les économies et les sociétés. La technologie financière influe sur l'accès au crédit et aux capitaux propres (par exemple, le financement participatif), l'inclusion financière (par exemple, l'accès aux services bancaires en ligne dans les endroits éloignés) et le transfert d'argent (grâce à des percées technologiques embryonnaires, comme les paiements par la chaîne de blocs ou sans espèces). Ces transformations ont une incidence sur l'offre et la demande de crédit, l'ensemble de la demande du fait de paiements plus faciles et l'ensemble de l'offre grâce à l'innovation et aux investissements. Certaines sous-régions de l'Asie et du Pacifique font des investissements considérables dans le secteur des technologies financières. En particulier, l'Asie de l'Est et du Nord-Est est à l'avant-garde de cette transformation, car les décideurs politiques dirigent son évolution en procédant à des changements réglementaires et au moyen de régimes fiscaux préférentiels, entre autres.

## VI. Observations finales

63. Le Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du financement du développement, qui a tenu sa première session à Bangkok en décembre 2017, a recommandé, entre autres, que le secrétariat renforce les synergies dans ses travaux analytiques sur l'évaluation macroéconomique, les politiques de réduction de la pauvreté et les stratégies de financement intégré du développement durable afin d'appuyer efficacement la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'*Étude* de 2018, dont le sous-thème est la mobilisation du financement pour une croissance économique soutenue, inclusive et durable, œuvre en ce sens.

64. Suivant l'*Étude* de 2018, dont le présent document est un résumé détaillé, la solide performance économique actuelle de la région Asie-Pacifique signifie que le moment est tout indiqué pour que les gouvernements entreprennent des politiques capables de rendre les économies résilientes, inclusives et durables. Les options politiques peuvent viser notamment à assurer la stabilité du secteur financier et du secteur extérieur, l'utilisation efficace et l'élargissement de la marge de manœuvre budgétaire, le renforcement des mesures de redistribution et de la protection sociale et la promotion de la science, de la technologie et de l'innovation et des investissements en faveur des compétences et des infrastructures pertinentes. La mise en œuvre de plusieurs de ces politiques nécessitera non seulement la réaffectation de ressources financières existantes, tant du secteur public que du secteur privé, dans le but d'améliorer les perspectives à long terme des pays, mais aussi des moyens financiers supplémentaires.

65. L'*Étude* de 2018 contient un examen de plusieurs éléments de ces stratégies de financement susceptibles d'étoffer les ressources financières publiques nationales et de mobiliser des capitaux privés pour soutenir le développement durable. Le rôle central d'un cadre juridique et réglementaire bien conçu est mis en évidence. Un tel cadre est l'élément clef qui contribue à améliorer les trois éléments fondamentaux analysés : il apporte des gains d'efficacité dans l'administration fiscale, favorise le rôle du financement par obligations souveraines et attire les investissements infrastructurels suivant la modalité des partenariats public-privé.

66. En fin de compte, les perspectives de pouvoir mobiliser des financements pour le développement sont encourageantes. Si l'amélioration de l'administration fiscale semble réalisable pour la plupart des pays, accroître le rôle du financement par obligations souveraines et attirer davantage d'investissements infrastructurels en partenariat public-privé ne peuvent se faire sans le bon fonctionnement des marchés des capitaux et de solides compétences techniques au sein des organismes gouvernementaux. Pour les pays les moins avancés, le rôle de l'aide publique au développement et de la coopération Sud-Sud demeure crucial.

67. La Commission est invitée à examiner l'analyse faisant l'objet du présent document, qui préconise l'action en faveur de la résilience économique, de l'inclusion sociale et de la durabilité environnementale d'une manière intégrée. Elle souhaitera peut-être aussi étudier les propositions de politique générale présentées et donner des orientations au secrétariat sur ces questions.